TIZI-OUZOU

Alimentation en eau potable à Iboudrarène : un déficit de 300 m³/j

La commune d'Iboudrarène, avec ses 9 villages totalisant une population de 6 500 habitants (les statistiques du dernier RGPH 2008 ne sont pas encore rendues publiques) accuse depuis l'année 2007 un déficit en alimentation en eau potable qui avoisinerait les 300 m³/jour.

Ces données ont été prédites dans le Plan directeur de l'aménagement et de l'urbanisme (PDAU) dans sa dernière version (1998). Aujourd'hui, le problème d'eau potable est toujours posé dans la commune d'Iboudrarène, notamment pour les villages Ighil N'tsedda, Aït Ali Ouherzoune, Tassaft et Aït Eurbah, il est urgent que les autorités locales en charge du développement prennent ce problème au sérieux, d'autant plus que les mêmes études font état d'un manque d'eau qui peut atteindre les 750 m³/jour pour la même commune à l'horizon 2017. Pour faire face à cette pénurie, l'APC d'Iboudrarène avait, dès le mois de janvier dernier, entrepris les démarches auprès de la Direction de l'hydraulique de la wilaya de Tizi-Ouzou pour l'inscription d'un projet de forage pour renforcer les capacités des sources d'alimentation existantes.

Cette dernière a accordé ce projet et une équipe de forage s'est même déplacée à Iboudrarère où elle a entamé les travaux sur un site qui a déjà été choisi.

Malheureusement, après plus d'un mois de travail et malgré le changement de site, le précieux liquide n'a pas été trouvé. Entre-temps, deux forages d'un débit d'environ 10 l/s chacun ont été réalisés et sont prêts à l'exploitation, mais parce qu'ils sont réalisés sur un lit de rivière, leur mise en service est laissée en instance à cause de l'opposition des populations à consommer «l'eau des rivières alors que notre montagne du Djurdjura regorge d'eau de source» comme l'ont souligné, à chaque occasion, les présidents des comités des villages d'Iboudrarène. L'APC de son côté se joint à la population locale pour privilégier le captage des eaux de sources abondantes dans la montagne. Pour ce faire, les démarches, selon le président de l'APC, «se poursuivront auprès de qui de droit pour continuer la prospection des sites susceptibles de contenir ce précieux liquide à des profondeurs raisonnables. Nous n'allons pas arrêter nos recherches avant de trouver l'endroit idéal pour réaliser ce forage en montagne, seule solution pour régler définitivement le problème d'AEP dans notre commune».

Pour le moment et afin d'atténuer la pénurie d'eau potable durant la période estivale, l'APC d'Iboudrarène, avec les services de l'ADE de Béni Yenni et la subdivision de l'hydraulique de Ouacifs, ont convenu de prendre en charge les sources d'eau qui alimentent la commune d'Iboudrarène en procédant au nettoyage des bassins de captage et surtout en engageant les actions nécessaire pour mettre fin à la perdition des quantités importantes d'eau dans la nature.

La mission n'est pas une sinécure quand on sait que les trois sources, d'un débit total de 16,5 l/s, qui alimentent les communes Iboudrarène et Yataffen se trouvent en plein cœur de la montagne, dans le massif forestier du vaste Djurdjura.

Sadek Aït Salem

SIDI-NAÂMANE

170 aides à l'aménagement de l'habitat rural

Après de longues années d'attente et les promesses tant miroitées dans le cadre du PPDR, 170 décisions d'aide à l'aménagement des habitations rurales dans la commune de Sidi-Naâmane ont été octroyées au profit des différents villages et hameaux. A Boumhali et Tala Mokar, des villages ont été désertés pour cause d'insécurité, des maisons abandonnées, qui furent déjà sérieusement ébranlées par le séisme du 21 mai 2003, ont été livrées pendant des années au vandalisme. Cette aide plafonnée à 250 000 DA permettra sûrement le retour définitif de la population qui a tout perdu.

La cérémonie de remise des décisions d'aides financières s'est déroulée à la maison de jeunes de Sidi Naaâmane. A cette occasion, le chef de daïra de Draâ Ben Khedda devant une assistance nombreuse de postulants a réitéré le soutien total de l'Etat pour le retour des citoyens dans leurs villages d'origines.

De nombreuses mesures seront prises pour réhabiliter un cadre de vie décent. Les comités de villages, interlocuteurs nécessaires, ont pris acte et insisté sur la concertation et l'union pour faire aboutir leurs doléances.

T. B.

A l'appel de l'Unpef, des travailleurs de l'éducation en sit-in devant la Direction de l'éducation

L'Union nationale des personnels de l'éducation, Unpef a organisé dans la matinée d'hier un sit-in devant la direction de l'éducation de la wilaya de Tizi-Ouzou.

Trois à quatre cents enseignants et autres personnels de l'éducation ont participé à ce rassemblement à travers lequel ce syndicat entend interpeller les pouvoirs publics concernés pour la prise en charge d'un certain nombre de revendications consignées dans un document qui devait être remis au premier responsable de wilaya du secteur de l'éducation à l'issue de leur sit-in. L'Unpef qui regrette «l'incapacité de la direction de l'éducation à s'adapter aux exigences de l'heure» déplore le mauvais fonctionnement du service paie dont il exige une mise à niveau et demande une meilleure prise en charge des situations financières et un suivi rigoureux des carrières des travailleurs.

Les œuvres sociales de l'éducation constituent l'autre sujet de mécontentement des protestataires rassemblés à l'initiative de l'Unpef, comme il a été loisible de lire sur les banderoles déployées sur le lieu de la protestation ainsi que sur la déclaration remise à la presse.

«Une gestion autonome par les délégués élus des travailleurs et en dehors de toute tutelle syndicale» est souhaitée par ce syndicat qui entend interpeller le wali et le directeur de l'éducation pour faire aboutir ces exigences.

S. A. M.

CALENDRIER DES VACANCES SCOLAIRES À ADRAR

A quand la délivrance, Monsieur le Ministre de l'Education ?

Aujourd'hui, Adrar a percé, a grandi, et de 3 000 elle dépasse les 50 000 habitants au centre-ville.

Le soleil est omniprésent et se déploie dans toute sa splendeur qui fait mal aux petits comme aux grands écoliers qui se démènent comme ils peuvent pour arriver à bon port et prétendre suivre des cours dans des classes, devenues par la force du climat, de véritables saunas où l'on transpire et quand les ventilateurs tournent, ils ne brassent que de l'air chaud.

Ce n'est pas facile d'y vivre ni d'y étudier, Adrar vit, respire, s'agite, vibre au rythme d'une chaleur qui dure quand même sept mois sur douze où lorsque des nuages sporadiques et tenaces couvrent le ciel, l'effet de serre se fait cruellement ressentir. Seules la nonchalance, la déprime et l'amertume gagnent les habitants et l'envie de s'asseoir sur les bancs d'une salle de classe n'est pas toujours facile.

Si certains établissements sont équipés de climatiseurs, ceci n'arrange guère les choses, nous confient des élèves et leurs parents. «Nous sommes obligés de faire le même trajet quatre fois par jour sous un soleil cuisant qui vous assomme. Les bouteilles remplies d'eau glacée ne suffisent plus.» Au niveau des établissements, les fontaines fraîches sont littéralement assaillies et ne peuvent satisfaire tous ces assoiffés. Elles finissent par s'avouer vaincues. «Dure et amère est la réalité que nous subissons en silence, car nous n'avons guère le choix. Un vrai dilemme», rétorquent des élèves. La solution vient de vous, Monsieur le ministre, par la révision du calendrier des vacances scolaires. Nous ne sommes pas obligés de nous aligner sur le Nord. Chaque région a ses spécificités et Adrar figure parmi le triangle de feu, parmi les villes les plus chaudes de la planète. Pour s'en rendre compte, il suffit de jeter un coup d'œil au bulletin météo. Si durant la matinée, les cours sont assimilés, l'après-midi, la climatisation est dépassée et le nombre d'élèves, plus de 40, pensez-vous réellement qu'ils peuvent atténuer la montée vertigineuse du mercure qui s'affole.

Le mieux c'est de revenir à la logique et appliquer un calendrier de travail qui permettrait à tous les apprenants de se «mouvoir», autrement dit débuter l'année au mois d'octobre, le premier, et la terminer vers la fin avril ou au maximum entre le 5 et le 10 mai. Nous n'avons pas besoin de plus de 40 jours de vacances durant l'année scolaire. Ceux qui en doutent sont cordialement invités à venir passer quelques jours à Adrar durant la saison estivale.

El-Hachemi S.

PRÉPARATIFS DES EXAMENS DE FIN D'ANNÉE À DJELFA

Tout est fin prêt

Djelfa a étonné tout son monde en réalisant, l'année dernière, une performance inédite en se classant 2e au niveau national avec 63 % de réussite au baccalauréat alors qu'elle occupait la dernière place une année auparavant avec seulement 23 %. Ce résultat assez surprenant demande une confirmation pour cette année afin de prouver que ce n'était pas un pur hasard et que le niveau des élèves a vraiment évolué. La préparation des différents examens arrive à terme et d'après M. Nezzar Kebaïli, directeur de l'éducation, tout est fin prêt pour un déroulement convenable de ces échéances. Le baccalauréat, considéré comme l'examen le plus important et surtout le plus médiatisé, attire le plus l'attention. 20 157 candidats (dont 12 743 libres) passeront cet examen dans 67 centres. L'ancien système prend la part du lion avec 14 773 candidats. 3 697 fonctionnaires, dont 3 027 surveillants, encadreront cet examen. 12 999 élèves passeront les épreuves du BEM dans 43 centres. Ils seront encadrés par 2 337 fonctionnaires dont 1 950 surveillants. L'examen de fin de cycle primaire constitue le casse-tête des responsables du secteur.

173 centres accueilleront les 37 011 candidats (22 210 de la 5e année et 14 801 de la 6e année). La domiciliation des candidats pendant l'examen et leur éventuelle affectation dans les CEM posent problème. Plusieurs salles de cours seront construites et un grand nombres d'annexes sera utilisé, mais cela ne suffira certainement pas pour accueillir tous les futurs collégiens (surtout après la décision du ministre de faire passer en 1re AM tous les élèves de la 6e année). Plusieurs nouvelles mesures ont été prises et incluses dans le déroulement de ces examens de fin d'année scolaire. Tous les encadreurs des centres d'examen auront droit à un repas par jour, servi sur place. Aucun chef d'établissement ne sera désigné chef de centre dans sa circonscription. Les enseignants du primaire ne prendront pas part à la surveillance du baccalauréat.

Les observateurs (moulahidhine) seront au nombre de trois pour le baccalauréat et de deux pour le BEM. Le ministre a également pris la décision de ne pas procéder au classement des établissements à l'issue des examens et de ne pas sanctionner les chefs d'établissement n'ayant pas eu de bons résultats. Les proviseurs des lycées ont dû signer un document, certifiant que le programme a été effectivement étudié et achevé.

Bekai Bensaïd

LOGEMENT SOCIAL À SAÏDA

L'étude des recours toujours en cours

La liste des 80 bénéficiaires de logements sociaux dans la commune de Rebahia, relevant de la daïra de Sidi Boubekeur, continue à alimenter les discussions à Saïda. Le nombre de recours reçus par la commission dépasserait les 250, avons-nous appris. Le délai autorisé par la réglementation pour étudier les recours a été largement dépassé et les résultats ne sont pas pour demain.

Les familles de la cité de Boukhars, vivant souvent dans une situation précaire et qui n'ont pas eu la chance de voir leurs noms sur les listes des 350 bénéficiaires de logements sociaux, rendues publiques il y a plus de six mois, prennent leur mal en patience. L'enquête en cours dévoilera les indus bénéficiaires.

M. B. Amine